

L'impact des investissements bancaires marocains en Afrique subsaharienne sur le développement humain.

The impact of Moroccan banking investments in sub-Saharan Africa, on human development.

Auteur 1 : EL MOUMMY Chama.

Auteur 2 : BADDIH HINDOU.

EL MOUMMY Chama, (<https://orcid.org/0009-0001-9957-7154>, PhD)
1 Université IBN TOFAIL, Maroc / Faculté ou école ou institut et pays

BADDIH Hindou, (Professeur de l'enseignement supérieur)
Université IBN TOFAIL, Maroc

Déclaration de divulgation : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

Conflit d'intérêts : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

Pour citer cet article : EL MOUMMY .Ch & BADDIH .H « L'impact des investissements bancaires marocains en Afrique subsaharienne sur le développement humain », African Scientific Journal « Volume 03, Num 35 » pp: 1084 – 1107.



DOI : 10.5281/zenodo.19557506

Copyright © 2026 – ASJ



Résumé

Cet article analyse la relation entre les investissements directs étrangers (IDE) bancaires marocains et le développement humain en Afrique subsaharienne sur la période 2007–2022. Si la littérature sur les IDE et la croissance économique est abondante, les travaux empiriques portant sur le lien entre IDE et développement humain demeurent relativement limités, en particulier dans le contexte des flux d'investissement Sud–Sud. À partir d'un panel équilibré de 15 pays africains et en utilisant l'Indice de développement humain (IDH) comme variable dépendante, cette étude examine si l'expansion régionale des banques marocaines est associée à des améliorations en matière de santé, d'éducation et de niveau de vie. En mobilisant des estimations à effets fixes et un modèle Panel EGLS–SUR afin de tenir compte de l'hétérogénéité inobservée et de la dépendance inter-pays, les résultats mettent en évidence une association positive et statistiquement significative entre les IDE bancaires marocains et l'IDH. Ces résultats suggèrent que l'expansion bancaire marocaine peut contribuer au développement humain à l'échelle régionale, aux côtés de la croissance du revenu, de l'urbanisation et de la stabilité macroéconomique.

Mots clés : Investissements directs étrangers ; Indice de développement humain ; Secteur bancaire ; Maroc ; Afrique subsaharienne

Abstract

This paper examines the relationship between Moroccan banking foreign direct investment (FDI) and human development in Sub-Saharan Africa over the period 2007–2022. While the literature on FDI and economic growth is extensive, empirical evidence on the link between FDI and human development remains relatively limited, particularly in the context of South–South investment flows. Using a balanced panel of 15 African countries and the Human Development Index (HDI) as the dependent variable, this study assesses whether the regional expansion of Moroccan banks is associated with improvements in health, education, and living standards. Employing fixed-effects and Panel EGLS–SUR estimations to account for unobserved heterogeneity and cross-country dependence, the results indicate a positive and statistically significant association between Moroccan banking FDI and HDI. These findings suggest that Moroccan banking expansion may contribute to human development at the regional level, alongside income growth, urbanization, and macroeconomic stability.

Keywords : : Foreign Direct Investment; Human Development Index; Banking Sector; Morocco; Sub-Saharan Africa

Introduction

Au cours de la dernière décennie, le Royaume du Maroc a profondément redéfini son positionnement stratégique en plaçant le continent africain au cœur de ses priorités politiques, économiques et diplomatiques. Cette orientation s'inscrit dans la vision portée par Sa Majesté Le Roi Mohammed VI, qui promeut une coopération Sud–Sud solidaire, pragmatique et tournée vers le développement durable. Consacrée par le préambule de la Constitution de 2011, cette vision repose sur une approche globale du partenariat africain, dépassant les logiques traditionnelles d'échanges commerciaux pour intégrer des dimensions économiques, sociales, humaines et environnementales. Elle se traduit notamment par des initiatives structurantes telles que le retour du Maroc au sein de l'Union africaine en 2017, ainsi que par sa volonté d'intégrer la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, témoignant d'un engagement affirmé en faveur de l'intégration continentale.

Dans ce cadre, le Maroc a progressivement mis en place un environnement institutionnel et juridique favorable à l'expansion de ses investissements vers l'Afrique, en particulier à travers la modernisation des accords de promotion et de protection des investissements, l'harmonisation des cadres fiscaux et le renforcement des mécanismes de coopération financière. Cette dynamique s'est traduite par une croissance soutenue des flux d'investissements directs marocains à destination du continent, ainsi que par une diversification sectorielle et géographique significative. Parmi les secteurs les plus dynamiques, le secteur bancaire occupe une place centrale, constituant un vecteur privilégié de l'internationalisation des entreprises marocaines et de la diffusion des services financiers à l'échelle régionale.

En effet, au cours des deux dernières décennies, les groupes bancaires marocains ont développé une présence croissante en Afrique subsaharienne, à travers des stratégies d'acquisition, de prise de participation et de création de filiales. Cette expansion s'appuie à la fois sur la solidité du système bancaire national et sur les opportunités offertes par les marchés africains en matière de bancarisation, de financement des infrastructures et de soutien au tissu productif. Les banques marocaines interviennent ainsi dans des domaines variés tels que l'intermédiation financière, le financement des petites et moyennes entreprises, le développement de services financiers innovants ou encore l'accompagnement de projets structurants. Elles apparaissent désormais comme des acteurs clés de l'intégration financière africaine et comme des partenaires crédibles du développement économique et social.

Toutefois, si l'importance économique de cette expansion bancaire est largement reconnue, son impact sur le développement humain reste encore insuffisamment documenté dans la littérature empirique, en particulier dans le contexte des flux d'investissement Sud–Sud. Or, dans un

environnement où les politiques publiques africaines accordent une place croissante aux acteurs financiers régionaux pour soutenir le développement, il devient essentiel d'évaluer dans quelle mesure ces investissements contribuent effectivement à l'amélioration des conditions de vie des populations. Dès lors, la problématique centrale de cette recherche peut être formulée comme suit : dans quelle mesure les investissements directs étrangers bancaires marocains en Afrique subsaharienne participent-ils à l'amélioration du développement humain ?

L'objectif principal de cette étude est d'analyser la relation entre les investissements bancaires marocains et le développement humain, mesuré par l'Indice de Développement Humain (IDH), sur la période 2007–2022. Plus spécifiquement, il s'agit d'identifier l'existence d'une relation significative entre ces flux d'investissement et les dimensions fondamentales du développement humain, tout en tenant compte des principaux déterminants macroéconomiques et structurels tels que le niveau de revenu, l'urbanisation et la stabilité des prix. Ce travail vise ainsi à contribuer à une meilleure compréhension du rôle des investissements sectoriels Sud–Sud dans les dynamiques de développement en Afrique subsaharienne.

Afin de répondre à cet objectif, l'étude adopte une approche empirique en données de panel couvrant un échantillon de pays africains sur une période étendue. Elle mobilise des méthodes économétriques permettant de prendre en compte l'hétérogénéité entre pays ainsi que les interdépendances régionales.

La structure de l'article s'organise comme suit. La première partie présente une revue de la littérature consacrée aux liens entre investissements directs étrangers et développement humain, en mettant l'accent sur les mécanismes de transmission et les spécificités du contexte africain. La deuxième partie détaille la méthodologie de recherche, les données utilisées ainsi que la spécification du modèle empirique. La troisième partie expose et discute les résultats obtenus, avant de mettre en évidence leurs implications en matière de politiques publiques et de coopération financière régionale.

1. Revue de la littérature

Les premières recherches sur les investissements directs étrangers (IDE) se sont principalement intéressées à leur contribution à la croissance économique, en supposant implicitement qu'une augmentation de la production se traduirait automatiquement par une amélioration du bien-être social. Cette hypothèse a toutefois été de plus en plus remise en question, car une croissance soutenue du PIB ne conduit pas nécessairement à de meilleurs résultats en matière de santé, d'éducation ou de niveau de vie. En conséquence, l'analyse s'est progressivement orientée vers la notion de développement humain, définie comme l'élargissement des capacités et du bien-être des individus plutôt que comme une simple augmentation du revenu (Sen, 1999).

L'Indice de Développement Humain (IDH), développé par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), incarne cette approche multidimensionnelle en combinant des indicateurs de santé, d'éducation et de niveau de vie. Cette évolution s'inscrit dans la logique de la théorie de la croissance endogène, qui met l'accent sur l'accumulation du capital humain, la diffusion des connaissances et l'apprentissage institutionnel comme moteurs essentiels du développement à long terme (Lucas, 1988 ; Romer, 1990). Dans ce cadre théorique, les IDE influencent le développement non seulement par la croissance du revenu, mais aussi par des canaux sociaux et institutionnels plus larges.

La littérature identifie deux mécanismes principaux par lesquels les IDE peuvent influencer les résultats en matière de développement : l'élargissement du capital (capital widening) et l'approfondissement du capital (capital deepening) (Lehnert et al., 2013). L'élargissement du capital renvoie aux effets directs des investissements étrangers sur les revenus et l'emploi, tandis que l'approfondissement du capital correspond aux effets indirects liés au transfert de technologies, à la formation des compétences et aux externalités de productivité. Ces mécanismes suggèrent que les IDE peuvent influencer l'IDH au-delà de leur impact sur la croissance économique globale. Les travaux empiriques montrent généralement l'existence d'une relation positive entre les IDE et la composante revenu de l'IDH, notamment grâce à la création d'emplois, à l'augmentation des salaires et aux gains de productivité. En effet, les entreprises étrangères introduisent souvent des technologies plus avancées ainsi que de nouvelles pratiques de formation et de gestion (Karlsson, 2007 ; Kurtishi-Kastrati, 2013). Dans le contexte africain, Gohou et Soumaré (2009, 2012) montrent que les flux d'IDE sont associés à une réduction de la pauvreté et à une amélioration du bien-être, bien que les effets varient fortement selon les régions. L'Afrique centrale et l'Afrique de l'Est semblent en bénéficier de manière plus constante, tandis que les effets apparaissent plus faibles ou plus ambigus dans d'autres régions.

Un courant croissant de la littérature souligne cependant que l'impact des IDE sur le développement n'est pas automatique mais conditionnel. Les études comparatives entre pays utilisant des indicateurs multidimensionnels tels que l'IDH et l'IDH ajusté aux inégalités mettent en évidence des résultats contrastés selon les niveaux de revenu, la qualité des institutions et les capacités d'absorption des économies. Par exemple, Le-Bao et al. (2025) montrent que les IDE améliorent significativement l'IDH dans différents groupes de pays, bien que l'ampleur de l'effet varie selon les contextes. De son côté, Lee (2015) souligne que les IDE peuvent produire des effets plus importants sur le bien-être que l'aide publique au développement agrégée, sauf lorsque cette dernière est spécifiquement orientée vers le financement des infrastructures économiques. Ces

résultats mettent en évidence l'importance des conditions structurelles propres à chaque pays et des complémentarités entre politiques publiques.

Les recherches portant spécifiquement sur l'Afrique mettent également en évidence le rôle médiateur des institutions. Korle et al. (2020) montrent que les IDE, pris isolément, n'ont pas d'effet significatif sur l'IDH, mais qu'ils deviennent un facteur important de développement humain lorsqu'ils s'accompagnent de niveaux plus élevés de liberté économique, notamment dans les domaines de l'investissement, de l'activité entrepreneuriale et du secteur financier. À l'inverse, la faiblesse des droits de propriété, la mauvaise gouvernance ou une fiscalité excessive tendent à réduire les gains potentiels en matière de bien-être, ce qui renforce l'idée selon laquelle les IDE agissent davantage comme un catalyseur du développement humain que comme un moteur autonome.

Au-delà des effets moyens sur l'IDH, plusieurs études mettent également en évidence des effets distributifs et non linéaires. Les travaux utilisant des indicateurs ajustés aux inégalités suggèrent que les IDE peuvent accroître les inégalités de revenus tout en améliorant les résultats en matière d'éducation, ce qui peut conduire à des effets globaux contrastés sur le développement humain (Cao et al., 2017). D'autres contributions mettent en évidence des relations asymétriques et dynamiques : les chocs positifs d'IDE auraient des effets à long terme plus importants sur le développement humain que les chocs négatifs, et le niveau de développement humain lui-même pourrait attirer davantage d'investissements étrangers (Dash et al., 2025). Ces résultats soulignent l'existence de mécanismes de rétroaction et l'importance des trajectoires de développement dans le temps.

Parallèlement, plusieurs travaux mettent en évidence le rôle des facteurs structurels et macroéconomiques dans la détermination des résultats en matière de développement humain. La qualité institutionnelle, la corruption, la liberté économique et l'urbanisation exercent des effets significatifs sur l'IDH et conditionnent souvent l'impact des IDE (Reiter & Steensma, 2010 ; Feruni et al., 2020 ; Tripathi, 2019). En particulier, une urbanisation équilibrée et la stabilité macroéconomique apparaissent comme des facteurs essentiels pour transformer l'intégration économique et financière en améliorations durables du développement humain.

Malgré ces avancées, la recherche empirique demeure relativement limitée en ce qui concerne l'Afrique subsaharienne, les investissements sectoriels et la dynamique des IDE Sud-Sud. Plus particulièrement, le rôle des IDE dans le secteur bancaire et leur influence sur les résultats en matière de développement humain ont été peu étudiés. En se concentrant sur les investissements directs étrangers bancaires marocains et leur relation avec le développement humain en Afrique subsaharienne, cette étude vise ainsi à combler cette lacune et à contribuer à une compréhension

plus fine de la manière dont les investissements sectoriels Sud-Sud peuvent influencer les résultats en matière de bien-être et de développement.

2. Méthodologie :

2.1. Sélection des pays et justification de l'échantillon

Selon le rapport annuel 2022 sur la supervision bancaire publié par Bank Al-Maghrib, les groupes bancaires marocains ont développé une présence significative à travers l'Afrique grâce à 45 filiales et 4 succursales opérant dans plusieurs régions du continent. Leurs activités couvrent 10 pays d'Afrique de l'Ouest (dont 8 membres de l'UEMOA), 6 pays d'Afrique centrale, 6 pays d'Afrique de l'Est, 3 pays d'Afrique du Nord et 2 pays d'Afrique australe. Cette expansion reflète le rôle croissant des banques marocaines dans l'intégration financière africaine et dans la dynamique des investissements Sud-Sud.

Le groupe Attijariwafa Bank a été l'un des principaux moteurs de cette expansion grâce à une stratégie combinant acquisitions et croissance organique. En Afrique du Nord, il a consolidé sa présence en Tunisie et en Égypte — à travers Attijari Bank Tunisia et Attijariwafa Bank Egypt (anciennement Barclays Bank Egypt) — tout en étendant ses activités en Mauritanie. En Afrique de l'Ouest, le groupe s'est développé par des acquisitions en Côte d'Ivoire, au Sénégal, au Mali et au Togo, complétées par des opérations de succursales au Bénin, au Burkina Faso et au Niger. Sa présence en Afrique centrale s'est construite à travers des acquisitions au Gabon, en République du Congo et au Cameroun, soutenant son ambition de devenir un groupe bancaire panafricain de premier plan.

Le groupe Bank of Africa (BOA), fondé en 1959, s'est également imposé comme une institution bancaire panafricaine majeure, opérant aujourd'hui dans 20 pays africains. Son expansion en Afrique subsaharienne a débuté au Mali en 1982 avant de s'étendre au Bénin, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Niger, au Sénégal et au Togo. BOA a ensuite poursuivi son expansion en Afrique centrale (Burundi et République démocratique du Congo), en Afrique de l'Est (Kenya, Ouganda, Rwanda et Tanzanie) ainsi qu'en Afrique du Nord et en Afrique australe (Tunisie et Madagascar), renforçant son rôle dans l'intégration financière à l'échelle du continent.

Le groupe Banque Centrale Populaire (BCP) a également renforcé sa présence en Afrique à travers des acquisitions et des investissements de type greenfield. L'acquisition du réseau Banque Atlantique en 2012 a permis au groupe d'établir des opérations en Côte d'Ivoire, au Bénin, au Burkina Faso, au Mali, au Niger, au Sénégal, au Togo, en Guinée et en Guinée-Bissau, consolidant ainsi sa présence dans la zone UEMOA. L'expansion ultérieure en Afrique centrale (République centrafricaine, Cameroun, République du Congo) ainsi que dans la région de l'océan Indien

(Maurice et Madagascar) reflète le modèle coopératif de la BCP visant à soutenir le développement économique et l'intégration régionale.

2.2. Échantillon empirique

L'analyse empirique repose sur un panel équilibré de 15 pays africains couvrant la période 2007–2023 : Égypte, Côte d'Ivoire, Mali, Burkina Faso, Sénégal, Maurice, Cameroun, Nigeria, République du Congo, Togo, Guinée, Mauritanie, Tchad, Madagascar et Gabon. Cette sélection combine des pays hôtes où la présence d'investissements directs étrangers bancaires marocains est documentée et un nombre limité de pays comparables sans cette présence, ce qui permet de préserver l'hétérogénéité entre pays en matière de résultats de développement et d'exposition aux investissements.

Bien que les groupes bancaires marocains soient présents dans plus de vingt pays africains, l'analyse se concentre sur ce sous-ensemble en raison de contraintes liées à la disponibilité et à la cohérence des données. L'utilisation d'un panel équilibré garantit la comparabilité entre pays et dans le temps. Le Tchad constitue un cas particulier, car aucun investissement bancaire marocain n'y est documenté pendant la période étudiée. Il est néanmoins conservé pour trois raisons : capturer la dynamique de développement humain de référence en l'absence d'investissements bancaires marocains, améliorer la comparabilité avec des pays structurellement similaires et éviter un biais potentiel de sélection de l'échantillon. Par conséquent, les investissements directs étrangers bancaires marocains sont modélisés comme une variable spécifique à chaque pays et variant dans le temps, prenant la valeur zéro pour le Tchad sur l'ensemble de la période.

2.3. Variables et sources de données :

Indice de développement humain (IDH)

L'Indice de développement humain (IDH), élaboré par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), est utilisé comme variable dépendante afin de capturer les dimensions multidimensionnelles du développement humain au-delà des mesures basées uniquement sur le revenu (UNDP, 1990 ; Sen, 1999). L'indice combine trois dimensions principales : la santé (espérance de vie à la naissance), l'éducation (durée moyenne et durée attendue de scolarisation) et le niveau de vie (revenu national brut par habitant en parité de pouvoir d'achat). Depuis 2010, l'IDH est calculé comme une moyenne géométrique, ce qui réduit la substituabilité parfaite entre les dimensions et offre une représentation plus équilibrée des résultats en matière de développement humain. L'indice varie entre 0 et 1, les valeurs les plus élevées indiquant des niveaux de développement plus élevés.

Variables de contrôle

Conformément à la littérature existante, le modèle inclut un ensemble parcimonieux de variables de contrôle représentant les principaux déterminants macroéconomiques et structurels du développement humain. Le PIB par habitant est utilisé pour contrôler le niveau général de développement économique, permettant d'isoler la contribution spécifique de l'investissement étranger par rapport aux effets généraux du revenu. La stabilité macroéconomique est approximée par l'indice des prix à la consommation (IPC), qui reflète les pressions inflationnistes affectant les revenus réels et l'accès aux biens et services essentiels. Le taux d'urbanisation est également inclus comme indicateur de transformation structurelle et d'accès aux infrastructures sociales et économiques, susceptibles de favoriser les améliorations en matière d'éducation, de santé et d'opportunités d'emploi.

2.4.Stratégie empirique

L'analyse empirique adopte une approche en données de panel exploitant à la fois la variation entre pays et la variation temporelle. La stratégie se déroule en trois étapes. Tout d'abord, un modèle OLS regroupé (pooled OLS) est estimé comme référence descriptive. Ensuite, un modèle à effets fixes par pays est utilisé afin de contrôler l'hétérogénéité inobservable et invariante dans le temps, telle que les caractéristiques institutionnelles ou les niveaux initiaux de développement. La pertinence des effets fixes est confirmée par un test des effets fixes redondants.

Les tests diagnostiques révèlent la présence d'autocorrélation sérielle et de dépendance transversale dans les résidus du modèle à effets fixes. Afin de corriger ces problèmes et de garantir une inférence statistique robuste, le modèle est réestimé à l'aide d'un estimateur Panel EGLS avec pondérations SUR par section transversale, ce qui permet de corriger l'hétéroscédasticité et la corrélation contemporaine entre pays. Étant donné que les investissements directs étrangers bancaires marocains varient dans le temps mais sont communs à plusieurs pays au cours d'une même année, leur coefficient est interprété comme capturant une association régionale évoluant dans le temps avec le développement humain plutôt que des effets strictement spécifiques à chaque pays.

L'analyse empirique repose sur le modèle de base suivant :

$$\text{HDI}_{it} = \alpha + \beta_1 \text{LNIDE}_{it} + \beta_2 \text{LNPIB}_{Hit} + \beta_3 \text{CPI}_{it} + \beta_4 \text{URB}_{it} + \mu_i + \varepsilon_{it}$$

où HDI_{it} $\text{HDI}_{\{it\}}$ HDI_{it} représente l'Indice de Développement Humain du pays iii à la période ttt . LNIDE_{it} $\text{LNIDE}_{\{t\}}$ LNIDE_{it} correspond aux investissements directs étrangers bancaires marocains, exprimés en logarithmes, qui varient dans le temps mais sont communs à l'ensemble des pays pour

une année donnée. $\ln PIB_{it}$ désigne le logarithme du PIB par habitant, CPI_{it} représente l'indice des prix à la consommation capturant les pressions inflationnistes, et URB_{it} correspond au taux d'urbanisation. Le terme μ_{it} capte les effets spécifiques aux pays, inobservés et invariants dans le temps, tandis que ε_{it} représente le terme d'erreur idiosyncratique.

Cette spécification permet d'évaluer si les variations des investissements directs étrangers bancaires marocains sont associées à des changements dans le développement humain, tout en contrôlant les principaux déterminants macroéconomiques et structurels généralement identifiés dans la littérature.

3. Résultats et discussion

3.1. Modèle pooled

Le modèle pooled (pooled OLS) a été estimé à partir d'un panel équilibré couvrant les 15 pays africains sélectionnés sur la période 2007–2022, soit 16 années et un total de 240 observations. Cette estimation fournit une première photographie statistique de la relation entre les variables de l'échantillon, sans introduire de structure spécifique aux données de panel.

Les indicateurs de qualité d'ajustement montrent que la spécification pooled explique une part importante de la variation de l'Indice de Développement Humain (IDH) dans l'échantillon : le coefficient de détermination est de 0,7366, avec un R^2 ajusté de 0,7322. Le test de significativité globale du modèle est également concluant ($F=164,33$; $p < 0,001$), ce qui indique que l'ensemble des variables incluses contribue de manière significative à l'explication de l'IDH dans ce cadre d'analyse.

Par ailleurs, la statistique de Durbin–Watson est très faible ($DW=0,1496$), ce qui signale une forte autocorrélation des résidus dans cette estimation pooled.

Ce résultat, combiné au fait que le modèle pooled ne contrôle pas l'hétérogénéité inobservée entre les pays, justifie de considérer ces résultats comme une première étape descriptive et introductive. Ils seront donc complétés par des estimations en données de panel plus appropriées, notamment un modèle à effets fixes par pays, afin de prendre en compte les différences structurelles propres à chaque pays et d'améliorer la robustesse des conclusions empiriques.

Tableau N°1 : Modèle pooled

Dependent Variable: HDI
Method: Panel Least Squares
Date: 12/19/25 Time: 21:37
Sample: 2007 2022
Periods included: 16
Cross-sections included: 15
Total panel (balanced) observations: 240

Variable	Coefficien		t-Statistic	Prob.
	t	Std. Error		
LNIDE	0.011268	0.005348	2.107076	0.0362
LNPIBH	0.110427	0.005882	18.77215	0.0000
IPC	0.002536	0.000751	3.375169	0.0009
URBANIZATION	0.009644	0.033081	0.291516	0.7709
C	-0.391499	0.054004	-7.249508	0.0000
R-squared	0.736646	Mean dependent var		0.529667
Adjusted R-squared	0.732163	S.D. dependent var		0.112517
S.E. of regression	0.058231	Akaike info criterion		2.828187
Sum squared resid	0.796847	Schwarz criterion		2.755674
Log likelihood	344.3825	Hannan-Quinn criter.		2.798970
F-statistic	164.3336	Durbin-Watson stat		0.149644
Prob(F-statistic)	0.000000			

Source : conception propre

3.2.Modèle à effets fixes

Le modèle à effets fixes par pays est estimé afin de contrôler l'hétérogénéité inobservée et invariante dans le temps propre à chaque pays, notamment les différences structurelles et institutionnelles ainsi que le niveau initial de développement. Les coefficients sont donc principalement interprétés à partir des variations intra-pays au fil du temps, les niveaux moyens spécifiques à chaque pays étant absorbés par les variables indicatrices associées aux effets fixes. Les résultats mettent en évidence des associations statistiquement significatives entre l'Indice de Développement Humain (IDH) et plusieurs déterminants. Le PIB par habitant (LNPIBHLNPIBHLNPIBH) est positivement lié à l'IDH ($\beta=0,0436$; $\beta = 0,0436$; $\beta=0,0436$; $p < 0,001$), ce qui suggère qu'une amélioration du revenu moyen s'accompagne de progrès en matière de développement humain.

Les investissements directs étrangers bancaires marocains (LNIDELNIDELNIDE) présentent également un coefficient positif et significatif ($\beta=0,0057$; $p=0,0005$). L'indice des prix à la consommation (CPI) exerce en revanche un effet négatif ($\beta=-0,00062$; $p\approx 0,046$), indiquant qu'une augmentation des prix est associée à une légère détérioration de l'IDH. Enfin, l'urbanisation apparaît fortement positive et hautement significative ($\beta=0,537$; $p<0,001$). Le terme constant n'est pas significatif, ce qui est fréquent dans les modèles à effets fixes.

En ce qui concerne l'ajustement du modèle, la spécification présente un coefficient de détermination très élevé ($R^2=0,982$; $R^2_{ajusté}=0,981$) ainsi qu'un test global hautement significatif ($F=677,2$; $p<0,001$). Ce résultat est attendu lorsque les effets fixes capturent une grande partie des différences entre pays. Toutefois, la statistique de Durbin-Watson reste faible (0,38), ce qui suggère la présence d'une autocorrélation résiduelle. Par ailleurs, la variable LNIDELNIDELNIDE est commune à tous les pays pour une année donnée (valeur répétée), ce qui implique que son effet est principalement identifié à travers la variation temporelle. Son coefficient doit donc être interprété comme reflétant une relation « commune » à l'ensemble du panel. En conséquence, l'inférence statistique gagnerait à être renforcée par l'utilisation d'erreurs standards robustes adaptées aux données de panel, permettant de tenir compte à la fois de l'autocorrélation sérielle et de la dépendance transversale entre pays.

Tableau N°2 : Modèle à effets fixes

Dependent Variable: HDI
Method: Panel Least Squares
Date: 12/19/25 Time: 21:37
Sample: 2007 2022
Periods included: 16
Cross-sections included: 15
Total panel (balanced) observations: 240

Variable	Coefficien		t-Statistic	Prob.
	t	Std. Error		
LNIDE	0.005666	0.001597	3.547841	0.0005
LNPIBH	0.043642	0.006747	6.468827	0.0000
IPC	-0.000621	0.000309	-2.008352	0.0458
URBANIZATION	0.537225	0.045944	11.69299	0.0000
C	-0.078583	0.048919	-1.606372	0.1096

Effects Specification			
Cross-section fixed (dummy variables)			
R-squared	0.982193	Mean dependent var	0.529667
Adjusted R-squared	0.980742	S.D. dependent var	0.112517
S.E. of regression	0.015614	Akaike info criterion	5.405410
Sum squared resid	0.053881	Schwarz criterion	5.129860
Log likelihood	667.6492	Hannan-Quinn criter.	5.294384
F-statistic	677.2012	Durbin-Watson stat	0.379628
Prob(F-statistic)	0.000000		

Source : conception propre

3.3 Test des effets fixes redondants

Le test des effets fixes redondants permet d'évaluer si l'introduction d'effets fixes par pays est nécessaire, c'est-à-dire si les intercepts spécifiques aux pays peuvent être considérés comme identiques. Les résultats rejettent fortement l'hypothèse nulle d'absence d'effets fixes : la statistique F $F(14,221)=217,67$ et la statistique du chi-carré $\chi^2(14)=646,53$ sont toutes deux associées à une valeur $p < 0,0001$.

$< 0,0001p < 0,0001$. Ces résultats confirment l'existence d'une hétérogénéité structurelle marquée entre les 15 pays de l'échantillon, qui n'est pas capturée par le modèle pooled.

Par conséquent, le modèle pooled (l'équation testée) doit être interprété comme une spécification restrictive imposant une relation homogène et un intercept commun à l'ensemble des pays. Bien que ce modèle présente un ajustement global satisfaisant ($R^2 \approx 0,737$; $F = 164,33$; $p < 0,001$), il ne permet pas de contrôler les caractéristiques spécifiques aux pays qui ne sont pas observées.

Ces résultats fournissent ainsi une justification méthodologique pour recourir à une estimation avec effets fixes par pays, afin d'obtenir des résultats plus robustes et mieux identifiés à partir des variations observées au sein de chaque pays au cours du temps.

Tableau N°3 : Modèle à effets fixes

Redundant Fixed Effects Tests

Equation: Untitled

Test cross-section fixed effects

Effects Test	Statistic	d.f.	Prob.
Cross-section F	217.670640	(14,221)	0.0000
Cross-section Chi-square	646.533545	14	0.0000

Cross-section fixed effects test equation:

Dependent Variable: HDI

Method: Panel Least Squares

Date: 12/19/25 Time: 21:38

Sample: 2007 2022

Periods included: 16

Cross-sections included: 15

Total panel (balanced) observations: 240

Variable	Coefficien			Prob.
	t	Std. Error	t-Statistic	
LNIDE	0.011268	0.005348	2.107076	0.0362
LNPIBH	0.110427	0.005882	18.77215	0.0000
IPC	0.002536	0.000751	3.375169	0.0009
URBANIZATION	0.009644	0.033081	0.291516	0.7709
C	-0.391499	0.054004	-7.249508	0.0000
R-squared	0.736646	Mean dependent var		0.529667
Adjusted R-squared	0.732163	S.D. dependent var		0.112517

S.E. of regression	0.058231	Akaike info criterion	2.828187
Sum squared resid	0.796847	Schwarz criterion	2.755674
Log likelihood	344.3825	Hannan-Quinn criter.	2.798970
F-statistic	164.3336	Durbin-Watson stat	0.149644
Prob(F-statistic)	0.000000		

Source : conception propre

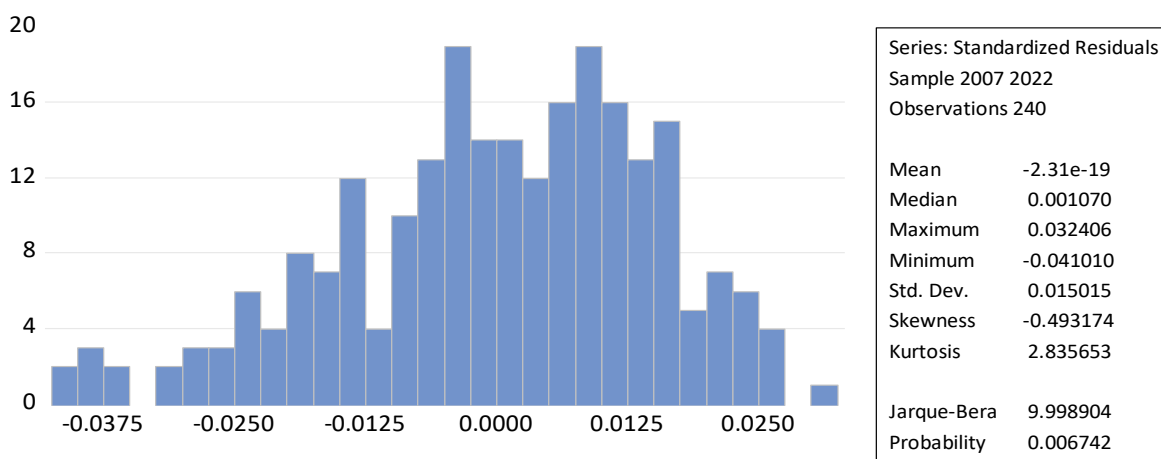
3.4 Analyse des résidus

3.4.1 Normalité

La figure ci-dessous montre que les résidus standardisés ($N=240$) sont bien centrés autour de zéro (moyenne ≈ 0) avec une dispersion modérée (écart-type = 0,015). La distribution présente une légère asymétrie à gauche (skewness = -0,49), tandis que la kurtose (2,84) est proche de la valeur attendue dans une distribution normale.

Toutefois, le test de Jarque–Bera rejette l’hypothèse de normalité des résidus ($JB=9,999$; $p=0,0067$). Ce résultat suggère qu’il est préférable de fonder l’inférence statistique sur des erreurs standards robustes plutôt que sur l’hypothèse stricte de normalité des résidus.

Figure N°1: Normalité



Source : conception propre

3.4.2. Test de dépendance transversale

Les tests de dépendance transversale des résidus rejettent unanimement l’hypothèse nulle d’absence de corrélation entre les pays. En particulier, la statistique LM de Breusch–Pagan est très

élevée (706,57 ; $p < 0,001$), et les tests de Pesaran (scaled LM, bias-corrected scaled LM et CD) sont également hautement significatifs ($p < 0,001$).

Ces résultats indiquent la présence d'une dépendance entre pays dans les erreurs, ce qui est cohérent avec l'existence de chocs communs ou de facteurs inobservés partagés. Ils justifient par conséquent l'utilisation de méthodes d'inférence robustes adaptées aux données de panel présentant une corrélation transversale contemporaine.

Tableau N°4 : Test de dépendance transversale

Residual Cross-Section Dependence Test
Null hypothesis: No cross-section dependence (correlation) in residuals
Equation: Untitled
Periods included: 16
Cross-sections included: 15
Total panel observations: 240
Cross-section effects were removed during estimation

Test	Statistic	d.f.	Prob.
Breusch-Pagan LM	706.5708	105	0.0000
Pesaran scaled LM	41.51233		0.0000
Bias-corrected scaled LM	41.01233		0.0000
Pesaran CD	10.84923		0.0000

Source : conception propre

4. Estimation du modèle

Les résultats de cette estimation (Panel EGLS – Cross-section SUR, avec effets fixes par pays) confirment la stabilité des signes et la robustesse des relations identifiées dans le modèle initial à effets fixes (FE). Le coefficient associé aux investissements directs étrangers bancaires marocains (LNIDELNIDELNIDE) reste positif et hautement significatif ($\beta = 0,004953$; $p < 0,001$).

Le PIB par habitant (LNPIBHLNPIBHLNPIBH) conserve également un effet positif et fortement significatif ($\beta = 0,043923$; $p < 0,001$). L'indice des prix à la consommation (CPI) présente un effet négatif significatif ($\beta = -0,000587$; $p < 0,001$), tandis que le taux d'urbanisation demeure positivement et très significativement associé à l'IDH ($\beta = 0,536864$; $p < 0,001$). Le terme constant est également significatif ($\beta = -0,0753$; $p < 0,001$).

Du point de vue diagnostique, l'estimation pondérée présente un ajustement extrêmement élevé (R^2 pondéré = 0,9998) ainsi qu'une statistique de Durbin-Watson proche de 2 (DW pondéré = 2,11), ce qui est cohérent avec l'objectif de la pondération SUR visant à corriger la structure de corrélation des erreurs. Toutefois, pour des raisons d'interprétation économique, il est préférable de se référer aux statistiques non pondérées afin d'évaluer la variabilité de l'IDH sur son échelle d'origine : le R^2 non pondéré reste proche de celui obtenu avec le modèle à effets fixes ($R^2=0,982$). Cela indique que l'amélioration principale apportée par la procédure SUR concerne l'inférence statistique (erreurs standards et tests de significativité) plutôt qu'un changement substantiel dans l'explication économique.

Dans l'ensemble, l'estimation EGLS-SUR constitue une étape importante de vérification de la robustesse : elle confirme les résultats de base tout en prenant explicitement en compte la dépendance entre pays détectée dans les résidus.

Tableau N°5: Estimation du modèle

Dependent Variable: HDI
Method: Panel EGLS (Cross-section SUR)
Date: 12/19/25 Time: 22:41
Sample: 2007 2022
Periods included: 16
Cross-sections included: 15
Total panel (balanced) observations: 240
Linear estimation after one-step weighting matrix

Variable	Coefficien			
	t	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LNIDE	0.004953	0.000629	7.876511	0.0000
LNPIBH	0.043923	0.000615	71.46528	0.0000
IPC	-0.000587	2.47E-05	-23.77303	0.0000
URBANIZATION	0.536864	0.006258	85.79169	0.0000
C	-0.075302	0.006080	-12.38591	0.0000

Effects Specification

Cross-section fixed (dummy variables)

Weighted Statistics			
R-squared	0.999797	Mean dependent var	13.42120
Adjusted R-squared	0.999781	S.D. dependent var	121.7921
S.E. of regression	1.034868	Sum squared resid	236.6803
F-statistic	60503.52	Durbin-Watson stat	2.110548

Prob(F-statistic) 0.000000

Unweighted Statistics

R-squared	0.982172	Mean dependent var	0.529667
Sum squared resid	0.053943	Durbin-Watson stat	0.345648

Source : conception propre

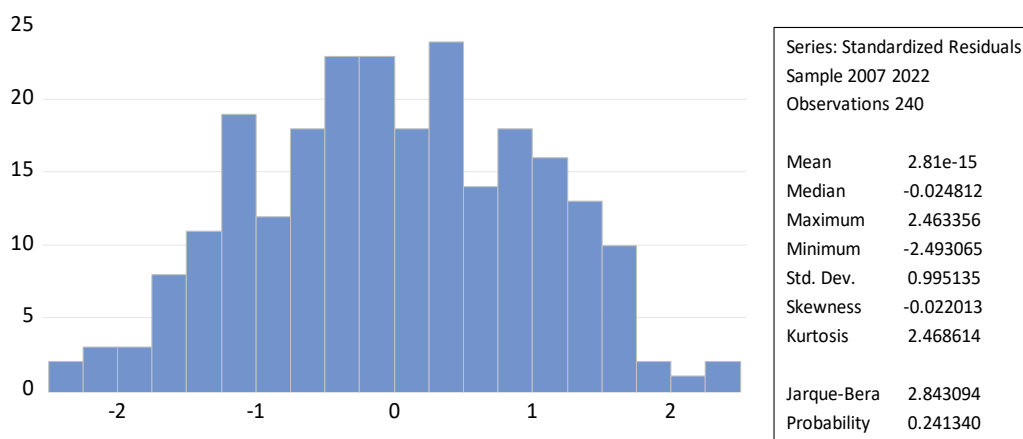
5. Analyse des résidus

5.1. Normalité

Les résidus standardisés issus de l'estimation EGLS (Cross-section SUR) sont correctement centrés (moyenne ≈ 0) et présentent une dispersion proche de l'unité (écart-type $\approx 0,995$), ce qui correspond au comportement attendu pour des résidus standardisés. Leur distribution est presque symétrique (skewness = $-0,022$), et la kurtose (2,47) demeure proche de la valeur normale (3), indiquant une légère platykurtose.

Plus important encore, le test de Jarque-Bera ne rejette pas l'hypothèse nulle de normalité ($JB=2,84$; $p=0,241$). Cela suggère qu'après la correction SUR, les résidus se rapprochent davantage d'une distribution normale, ce qui renforce la crédibilité des tests de significativité et, plus généralement, la robustesse de l'inférence statistique associée au modèle.

Figure N° 2: Normalité



Source : conception propre

5.2. Test de dépendance transversale

Les tests de dépendance transversale appliqués aux résidus pondérés (après l'estimation Panel EGLS – Cross-section SUR avec effets fixes par pays) montrent une nette amélioration de l'indépendance entre les pays. Le test LM de Breusch-Pagan n'est pas significatif ($LM = 3,21$; $p=1,0000$) et, plus important encore, le test CD de Pesaran ne rejette pas

l'hypothèse nulle d'absence de dépendance transversale ($CD = 0,027$; $p=0,978$; $p=0,978$; $p=0,978$). Autrement dit, après la correction SUR, il n'existe plus de preuve de corrélation contemporaine des résidus entre les pays selon le test CD, ce qui est cohérent avec l'objectif de la pondération SUR.

En revanche, les versions standardisées du test LM de Pesaran (scaled LM et bias-corrected) sont significatives ($p=0,0000$; $p=0,0000$; $p=0,0000$) mais produisent des statistiques négatives. Ce résultat peut apparaître lorsque la correction ou la standardisation est appliquée à des résidus qui ont déjà été fortement « décorrélés » par la pondération SUR, ce qui rend ces statistiques moins informatives dans les panels de petite taille. Dans ce contexte, la convergence des deux tests les plus couramment utilisés pour les panels de taille modérée — le test CD de Pesaran (non significatif) et le test LM de Breusch–Pagan (non significatif) — suggère que la procédure EGLS–SUR a effectivement atténué la dépendance transversale détectée dans le modèle à effets fixes estimé par moindres carrés ordinaires.

On peut ainsi conclure que la dépendance transversale initialement détectée dans les résidus justifiait le recours à une estimation Panel EGLS avec pondération SUR (EGLS–SUR).

Les tests appliqués aux résidus pondérés indiquent ensuite une atténuation satisfaisante de cette corrélation entre pays, ce qui améliore la qualité de l'ajustement et renforce la robustesse de l'inférence statistique associée aux coefficients estimés.

Tableau N°6: Test de dépendance transversale

Residual Cross-Section Dependence Test
Null hypothesis: No cross-section dependence (correlation) in weighted residuals

Equation: Untitled

Periods included: 16

Cross-sections included: 15

Total panel observations: 240

Cross-section effects were removed during estimation

Test	Statistic	d.f.	Prob.
Breusch-Pagan LM	3.206453	105	1.0000
Pesaran scaled LM	-7.024422		0.0000
Bias-corrected scaled LM	-7.524422		0.0000
Pesaran CD	0.027211		0.9783

Source : conception propre

5. Discussion

Cette étude examine l'impact des investissements bancaires marocains en Afrique subsaharienne sur le développement humain à partir d'un panel équilibré de 15 pays africains sur la période 2007–2022. La stratégie empirique progresse d'un modèle pooled vers un modèle à effets fixes par pays, puis vers une estimation Panel EGLS–SUR afin de traiter l'hétérogénéité inobservée, l'autocorrélation et la dépendance transversale. La discussion se concentre sur l'interprétation économique des résultats ainsi que sur leurs implications en matière d'intégration financière, de développement et de retombées régionales.

5.1. Investissements bancaires marocains et développement humain

Dans l'ensemble des spécifications du modèle, les investissements directs étrangers bancaires marocains (LNIDELNIDELNIDE) présentent une association positive et statistiquement significative avec l'Indice de Développement Humain (IDH). Cette relation reste stable lorsque l'on passe du modèle pooled OLS au modèle à effets fixes et elle est confirmée après correction de la dépendance entre pays à l'aide de l'approche EGLS–SUR. La persistance de ce résultat suggère que les investissements bancaires marocains contribuent, directement ou indirectement, à l'amélioration des résultats en matière de développement humain dans les pays hôtes.

D'un point de vue économique, ce résultat soutient l'hypothèse selon laquelle les IDE dans le secteur bancaire jouent un rôle dépassant la simple intermédiation financière. Les banques marocaines opérant en Afrique subsaharienne peuvent faciliter l'accès au crédit pour les ménages et les entreprises, soutenir l'inclusion financière et contribuer à la modernisation des systèmes financiers. Ces mécanismes peuvent se traduire par des améliorations du revenu, de l'éducation et de la santé — les trois dimensions fondamentales de l'IDH. Étant donné que LNIDELNIDELNIDE varie uniquement dans le temps et est commun à l'ensemble des pays pour une année donnée, son coefficient capture un effet régional évoluant dans le temps plutôt que des impacts spécifiques à chaque pays. Cela met en évidence la dimension régionale de l'expansion bancaire marocaine et son rôle comme vecteur d'intégration financière Sud–Sud.

5.2. Revenu, urbanisation et stabilité macroéconomique

L'effet positif et fortement significatif du PIB par habitant (LNPIBHLNPIBHLNPIBH) sur l'IDH est pleinement cohérent avec la littérature sur le développement humain. Il confirme que la croissance du revenu demeure un moteur central de l'amélioration des conditions de vie, de l'éducation et de la santé. La stabilité de ce coefficient à travers les différentes spécifications renforce la validité interne du modèle empirique.

L'urbanisation apparaît également comme un déterminant important et robuste de l'IDH. Ce résultat suggère que les environnements urbains offrent un meilleur accès aux services publics,

aux infrastructures, aux soins de santé et à l'éducation. Cet effet reflète probablement les processus de transformation structurelle en cours dans la région, où la croissance urbaine accompagne la diversification économique et le développement institutionnel.

À l'inverse, l'effet négatif de l'inflation (CPI) sur l'IDH indique que l'instabilité macroéconomique peut compromettre les progrès en matière de développement humain. La hausse des prix érode les revenus réels, affecte de manière disproportionnée les ménages vulnérables et limite l'accès aux biens et services essentiels. Ce résultat souligne l'importance de la stabilité des prix comme condition complémentaire permettant de transformer l'intégration financière et la croissance économique en améliorations durables du développement humain.

5.3.Considérations méthodologiques et régionales

Le rejet très net du modèle pooled au profit d'un modèle à effets fixes confirme l'existence d'une hétérogénéité structurelle importante entre les pays, liée notamment aux différences de qualité institutionnelle, de profondeur financière et de niveau initial de développement. La prise en compte de ces facteurs à travers les effets fixes est donc essentielle pour obtenir une identification crédible basée sur les variations intra-pays au cours du temps

Les diagnostics sur les résidus ont également révélé une dépendance transversale significative dans le modèle à effets fixes, ce qui suggère l'existence de chocs communs ou de dynamiques régionales partagées influençant le développement humain. L'atténuation réussie de cette dépendance grâce à l'estimation EGLS–SUR constitue une vérification importante de la robustesse des résultats. Après correction SUR, les résidus présentent une normalité approximative et ne montrent plus de corrélation significative entre pays selon les tests les plus pertinents, ce qui renforce la confiance dans l'inférence statistique.

Dans l'ensemble, les résultats indiquent que l'expansion bancaire marocaine est associée à des améliorations mesurables du développement humain au niveau régional, contribuant ainsi au débat plus large sur les effets du développement liés aux flux d'investissement Sud–Sud.

6. Conclusion et implications de politique économique

Cet article analyse la relation entre les investissements bancaires marocains en Afrique subsaharienne et le développement humain sur la période 2007–2022, à partir d'un panel équilibré de 15 pays africains. En combinant des estimations à effets fixes par pays avec une approche Panel EGLS–SUR, l'analyse tient explicitement compte de l'hétérogénéité inobservée, de l'autocorrélation et de la dépendance transversale, garantissant ainsi une inférence statistique robuste.

Les résultats empiriques mettent en évidence de manière cohérente une association positive et statistiquement significative entre les investissements directs étrangers bancaires marocains et

l'Indice de Développement Humain. Cette relation demeure stable à travers différentes spécifications du modèle et après correction de la dépendance entre pays, ce qui suggère que l'expansion bancaire marocaine en Afrique subsaharienne est associée à des améliorations du développement humain au niveau régional. Bien que l'effet soit identifié à travers une variation temporelle commune à l'ensemble des pays, il met en évidence le rôle des banques marocaines comme acteurs financiers régionaux dont les activités peuvent contribuer à la génération de revenus, à l'inclusion financière et à l'accès aux services essentiels.

Au-delà des IDE bancaires, les résultats confirment également l'importance des déterminants structurels du développement humain. Le PIB par habitant et l'urbanisation sont positivement et fortement associés à l'IDH, tandis que l'inflation exerce un effet négatif, soulignant l'importance de la stabilité macroéconomique pour soutenir les progrès du développement. Le rejet du modèle pooled met également en évidence la pertinence des caractéristiques spécifiques à chaque pays et la nécessité d'approches en données de panel permettant d'exploiter les dynamiques internes à chaque économie.

Du point de vue des politiques publiques, ces résultats suggèrent que l'intégration financière Sud-Sud, lorsqu'elle s'accompagne de conditions macroéconomiques solides et d'un développement urbain inclusif, peut compléter les stratégies traditionnelles de développement. Les investissements bancaires marocains peuvent ainsi constituer un canal par lequel la coopération financière régionale contribue au développement humain en Afrique subsaharienne. La maximisation de ces bénéfices nécessite toutefois des cadres réglementaires appropriés, une supervision bancaire transfrontalière efficace et des politiques d'inclusion financière alignées sur les objectifs nationaux de développement. Des efforts coordonnés visant à promouvoir la stabilité des prix, à soutenir les infrastructures urbaines et à renforcer la qualité des institutions sont également susceptibles d'accroître l'impact du développement associé aux IDE dans le secteur bancaire.

Enfin, plusieurs limites ouvrent des pistes pour de futures recherches. L'utilisation de données agrégées sur les IDE bancaires ne permet pas d'identifier précisément les canaux de transmission par lesquels ces investissements influencent le développement humain. Des travaux futurs pourraient s'appuyer sur des données au niveau des banques ou des secteurs afin d'analyser des mécanismes spécifiques tels que l'allocation du crédit aux ménages et aux PME, les services financiers numériques ou encore le financement des infrastructures publiques. Des analyses comparatives incluant les investissements bancaires provenant d'autres économies émergentes permettraient également de mieux comprendre l'ampleur et la spécificité des retombées financières Sud-Sud.

BIBLIOGRAPHIE

- Adams, S., & Opoku, E. E. O. (2023). Foreign direct investment, regulations and inclusive human development in Africa. *Economic Systems*. <https://doi.org/10.1016/j.ecosys.2023.101050>
- Ahmad, F., Draz, M. U., Su, L., Ozturk, I., Rauf, A., & Ali, S. (2019). Impact of foreign direct investment inflows on poverty reduction in the ASEAN and SAARC economies. *Sustainability*, 11(9), 2565. <https://doi.org/10.3390/su11092565>
- Ajayi, S. I. (2023). Foreign direct investment in Africa: Trends, challenges and opportunities. *African Development Review*.
- Baghirzade, N. (2012). The impact of foreign direct investment on human development index in the Commonwealth of Independent States (Master's thesis). KDI School of Public Policy and Management. <http://hdl.handle.net/11129/311>
- Blalock, G., & Gertler, P. J. (2008). Welfare gains from foreign direct investment through technology transfer to local suppliers. *Journal of International Economics*, 74(2), 402–421. <https://doi.org/10.1016/j.jinteco.2007.05.011>
- Cao, T. H. V., Trinh, Q. L., & Nguyen, T. A. L. (2017). Foreign direct investment and inequality-adjusted human development index: Evidence from Asian countries. *Foreign Trade University Working Paper*.
- Chaisse, J., & Matsushita, M. (2023). *International investment law and Africa*. Oxford University Press.
- Dash, R., Gupta, D., & Mishra, A. (2025). The nexus between foreign direct investment and human development: Non-linear evidence from South Asia. *International Journal of Social Economics*, 52(3), 325–342. <https://doi.org/10.1108/IJSE-05-2023-0380>
- De Groot, O. J. (2014). Foreign direct investment and welfare: Evidence from developing countries. *The Journal of International Trade & Economic Development*, 23(5), 689–716. <https://doi.org/10.1080/09638199.2013.822419>
- Demirgüç-Kunt, A., Klapper, L., Singer, D., Ansar, S., & Hess, J. (2022). *The Global Findex Database 2021: Financial inclusion, digital payments, and resilience*. World Bank.
- Feruni, N., Hysa, E., Panait, M., Rădulescu, I. G., & Brezoi, A. (2020). The impact of corruption, economic freedom and urbanization on economic development: Western Balkans versus EU-27. *Sustainability*, 12(22), 9743. <https://doi.org/10.3390/su12229743>
- Forte, R., & Abreu, P. (2023). The impact of foreign direct investment on host countries' social welfare: A panel data analysis of 146 countries. *Environmental Science and Pollution Research*, 30, 12628–12643. <https://doi.org/10.1007/s11356-022-23354-6>

- Gohou, G., & Soumaré, I. (2009). Impact of foreign direct investment on poverty reduction in Africa: Are there regional differences? African Development Bank Working Paper.
- Gohou, G., & Soumaré, I. (2012). Does foreign direct investment reduce poverty in Africa and are there regional differences? *World Development*, 40(1), 75–95. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2011.05.014>
- Haninun, H., Lindrianasari, L., Sarumpaet, S., & Komalasari, A. (2019). Corporate social responsibility disclosure and social welfare: Evidence from developing countries. *Social Responsibility Journal*, 15(1), 144–163. <https://doi.org/10.1108/SRJ-03-2017-0052>
- Hobbs, J. E., Kerr, W. A., & Phillips, P. W. B. (2021). Foreign direct investment and absorptive capacity: A conceptual framework. *Journal of International Business Policy*, 4(1), 55–72. <https://doi.org/10.1057/s42214-020-00074-4>
- Karlsson, S. (2007). FDI and job creation in China. Stockholm School of Economics Working Paper.
- Kaukab, M. E., & Surwandono, S. (2017). Convergence of human development index: Case study of foreign direct investment in ASEAN. *Journal of International Studies*, 10(3), 46–59.
- Korle, K., Amoah, A., Hughes, G., Pomeyie, P., & Ahiabor, G. (2020). Investigating the role of disaggregated economic freedom measures and foreign direct investment on human development in Africa. *Journal of Economic and Administrative Sciences*, 36(4), 303–321. <https://doi.org/10.1108/JEAS-02-2019-0017>
- Kurtishi-Kastrati, S. (2013). The effects of foreign direct investments for host country's economy. *European Journal of Interdisciplinary Studies*, 5(1), 26–38.
- Le-Bao, T., Nguyen-Huynh-Bao, H., & Nguyen-Thi-Thanh, T. (2025). The effects of foreign direct investment on the human development index: Analysis of different income-level group countries. *SAGE Open*, 15(1). <https://doi.org/10.1177/21582440251379216>
- Lee, H. H. (2015). Comparing the effects of foreign direct investment and official development assistance on human development. *Journal of Economic Development*, 40(1), 73–103.
- Lee, Y. (2015). Comparison study of disaggregated official development assistance and foreign direct investment impact on welfare of ODA recipient countries (Master's thesis). KDI School of Public Policy and Management.
- Lehnert, K., Benmamoun, M., & Zhao, H. (2013). FDI, multinational enterprises and host country welfare: A conceptual framework. *Journal of International Business Studies*, 44(4), 287–303. <https://doi.org/10.1057/jibs.2013.7>
- Lucas, R. E. (1988). On the mechanics of economic development. *Journal of Monetary Economics*, 22(1), 3–42. [https://doi.org/10.1016/0304-3932\(88\)90168-7](https://doi.org/10.1016/0304-3932(88)90168-7)

- Meyer, K. E. (2004). Perspectives on multinational enterprises in emerging economies. *Journal of International Business Studies*, 35(4), 259–276. <https://doi.org/10.1057/palgrave.jibs.8400084>
- Ministry of Economy and Finance (Morocco). (2019). The positioning of the Moroccan banking sector in Africa: Reality and prospects for strengthening.
- Nguyen, C. P., & Su, T. D. (2023). Foreign direct investment and human development: A global panel analysis. *Economic Analysis and Policy*, 77, 234–247.
- Office des Changes. (2023). Rapport sur les investissements directs marocains à l'étranger.
- Policy Center for the New South. (2016). The Moroccan banking sector in Africa.
- Policy Center for the New South. (2023). Moroccan investments in Africa: Trends and impacts.
- Reiter, S. L., & Steensma, H. K. (2010). Human development and foreign direct investment in developing countries: The influence of FDI policy and corruption. *World Development*, 38(12), 1678–1691. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2010.04.005>
- Romer, P. M. (1990). Endogenous technological change. *Journal of Political Economy*, 98(5), S71–S102. <https://doi.org/10.1086/261725>
- Sahay, R., et al. (2020). Financial inclusion and development: Recent impact evidence. IMF Working Paper.
- Sen, A. (1999). *Development as freedom*. Oxford University Press.
- Soumaré, I. (2015). Does foreign direct investment improve welfare in North Africa? *Journal of African Business*, 16(4), 551–570. <https://doi.org/10.1080/15228916.2015.1089614>
- Tripathi, S. (2019). Urbanization and human development index: Cross-country evidence. MPRA Paper No. 97474.
- Tiwari, D. (2024). Foreign investment as a driver of development in India: HDI and beyond. Working Paper.
- United Nations Conference on Trade and Development. (2024). *World investment report 2024: Investment in sustainable development*.
- .